

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Contenu de ce document :
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire? · Frédéric Turpin

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3417-9



**ARCHIVES
NATIONALES**



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses

des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

TROISIÈME PARTIE

La « méthode Foccart »

JACQUES FOCCART : POURQUOI LA LÉGENDE NOIRE ?

Frédéric Turpin

Jacques Foccart est décédé en mars 1997 et sa légende noire demeure encore vivace auprès des Français et de leurs médias¹. Une telle postérité, malgré les travaux historiques qui ont souligné, au-delà du mythe, la complexité du personnage, du système dans lequel il a agi et des périodes considérées, interpelle l'historien. Certes, Foccart n'est pas un « enfant de chœur », mais pourquoi cette focalisation négative sur lui et non sur d'autres gaullistes qui auraient pu avoir une légende noire tout aussi nourrie comme Roger Frey ?

Au début des années 1960, Jacques Foccart apparaît d'abord, pour les contemporains, comme un gaulliste d'ordre qui, dans la plus grande discrétion, œuvre, par des moyens officiels et parallèles, à la sécurité de la toute jeune V^e République et de son président Charles de Gaulle. L'image d'un Foccart peint sous les traits de « Monsieur Afrique » ne s'impose que très progressivement, pour triompher finalement. Cette réputation, liée à ses fonctions et donc à ses actions, est largement héritée de la lutte contre l'Organisation armée secrète (OAS). Elle aurait pu cesser avec la fin de la guerre d'Algérie. Elle est au contraire décuplée avec l'affaire Ben Barka et la multiplication des affaires liées au Service d'Action Civique (SAC) qu'il patronne, sans compter les « coups tordus » en Afrique. En 1969, le déferlement médiatique anti-Foccart au moment de l'intermède d'Alain Poher à l'Élysée assoit définitivement cette image de « barbouze » en chef, de « voyou », tant en France qu'en Afrique. Jacques Foccart ne sortira jamais, de son vivant, de cette légende noire.

AU CŒUR DU SYSTÈME SÉCURITAIRE DE LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE : DES SERVICES « SPÉCIAUX »...

Jacques Foccart a été accusé par ses détracteurs d'être le bras séculier du « régime gaulliste » par ses réseaux de « barbouzes » dont il serait à la fois l'incarnation et le chef. La vision n'est pas fausse, mais elle est réductrice et mérite de nombreuses

¹ Ce texte est issu de notre ouvrage *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.

nuances. La pensée et l'action de Jacques Foccart s'inscrivent, en effet, dans un contexte de violences d'État qui a pour origine la délégitimation de l'adversaire en politique ; ce dernier n'étant pas en reste.

La seconde guerre mondiale a constitué, de ce point de vue, un moment de cristallisation de cette violence conçue et pratiquée comme un instrument de délégitimation et de destruction – y compris physique – de l'adversaire. Le régime de Vichy a notamment fait appel à la pègre pour se débarrasser de la Résistance. Or, celle-ci donne ses lettres de noblesse au recours à la violence contre un régime jugé illégitime, voire illégal. La France libre et la Résistance fondent le recours à la violence dans ce refus de l'autre, qui est considéré comme un ennemi à abattre et non comme un simple adversaire politique. Cette période sombre s'achève par la Libération qui fut l'occasion d'une « épuration sauvage »². Dans ce sillon hérité d'un temps long, la légitimité du recours à la violence et la délégitimation des adversaires politiques constituent l'un des traits dominants de la vie politique française des IV^e et V^e Républiques, du moins jusqu'aux années quatre-vingt, lorsque s'estompe progressivement le poids des générations de la Résistance dans la société française ainsi d'ailleurs que celui des idéologies.

266

Le gaullisme d'opposition, puis le gaullisme au pouvoir s'inscrivent pleinement dans ce processus historique, tant par ses femmes et ses hommes largement issus des générations de la Résistance que dans les conceptions qu'il véhicule. Jacques Foccart constitue, au sein de la mouvance gaulliste, l'un des hommes-clés qui participe de cette démarche. Aux beaux jours du RPF, les anciens agents de la DGER et des services spéciaux sont nombreux parmi les dirigeants du mouvement. La culture de l'action clandestine imprègne fortement le compagnonnage gaulliste de ces années de guerre froide et de violente opposition avec le Parti communiste français. À partir de 1958, Foccart en devient progressivement l'un des principaux opérateurs puisqu'il est chargé de son application au nom de la justesse des principes prônés par le général de Gaulle et de la défense du seul régime légitime de la France : la V^e République. Dans le contexte très difficile des premières années de la nouvelle République confrontée au terrorisme du Front de libération nationale algérien (FLN) et à l'activisme subversif et violent des tenants de l'Algérie française, la lutte contre l'OAS conduit à une cristallisation de ces phénomènes de violences d'État menées par tous les moyens. La lutte engagée entre les partisans du maintien coûte que coûte de l'Algérie française et le pouvoir gaulliste devient rapidement un combat à mort. L'assassinat est dès lors un outil employé par les deux camps comme en témoignent notamment les tentatives d'assassinat de Charles de Gaulle et les missions « homicide » (« homo ») des services spéciaux et de leurs séides qualifiés de « barbouzes ».

2 Philippe Bourdrel, *L'Épuration sauvage*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2013.

Pour Jacques Foccart, l'usage de la violence d'État est légitime lorsque pèse une menace de déstabilisation de la République fondée et présidée par le général de Gaulle. La menace conjoncturelle n'est pas seule en cause. Foccart est un homme pour qui la fin justifie les moyens, mais uniquement au nom de la raison d'État incarnée par de Gaulle et « une certaine idée de la France » : un patriotisme chevillé au corps. Comme l'explique fort justement l'ambassadeur Michel Lunven, qui fut son collaborateur dans les années 1980, « on ne peut rien comprendre au personnage si l'on oublie qu'il était avant tout un homme d'action³ ». De Gaulle n'ignore rien de son rôle et cautionne l'action de son subordonné et homme de confiance parce que, pour lui, « il y a d'abord la France, ensuite l'État et enfin, dans la mesure où les intérêts supérieurs des deux premiers peuvent être respectés, il y a le droit⁴ ». Jacques Foccart constitue le collaborateur idéal pour remplir ce type de missions auprès de sa personne. Une fois persuadé du bienfondé de la nécessité d'agir, il opère, comme du temps de la Résistance, sans état d'âme et avec l'extrême fermeté qui peut être la sienne. Ensuite, il ne cherche nulle consécration officielle et médiatique. Il demeure muet sur ses activités vis-à-vis de l'extérieur. L'État gaullien s'avère d'autant plus sauf qu'il a « réussi » ses missions et qu'il accepte, par la suite, de concentrer sur lui le feu nourri des critiques et condamnations afin de protéger la haute figure de son chef.

Par ses fonctions auprès du Général, Foccart se trouve au cœur de la gestion des actions secrètes menées par l'État français contre le FLN et ses alliés. Il s'occupe, dès son retour au pouvoir, de la coordination de la recherche du renseignement et de son exploitation contre le FLN au niveau de la présidence⁵. Mais l'office du conseiller Foccart ne consiste pas à établir les plans et les cibles. Il les cautionne pour le compte du général de Gaulle et se tient informé de leur devenir. Les liens qu'il a tissés avec le monde de l'action secrète, dès son arrivée à Matignon en tant que conseiller, se poursuivent et s'approfondissent une fois à l'Élysée. Au nom de la lutte contre le FLN, mais aussi contre tous les activistes qui menacent le pouvoir du général de Gaulle, il s'engage résolument sur la voie de la lutte souterraine. L'instrument privilégié de son influence croissante sur les services de renseignements – communément nommés « spéciaux » à l'époque – est avant tout le service Action⁶.

3 Michel Lunven, *Ambassadeur en Françafrique*, Paris, Guéna, 2011, p. 38.

4 Intervention de Jean Foyer dans Centre d'études d'Afrique noire, Institut Charles de Gaulle, *La Politique africaine du général de Gaulle. 1958-1969*, Paris, Pedone, 1981, p. 137.

5 AN, FPR632, Note du général d'armée Grossin (directeur général du SDECE) à M. le Président du Conseil, Paris, 28 octobre 1958.

6 Entretien de Constantin Melnik avec Sébastien Laurent, dans Constantin Melnik, *De Gaulle, les services secrets et l'Algérie [1988]*, Paris, Nouveau Monde éditions, préface d'Olivier Forcade, 2010, p. 478.

Toutefois, comme le reconnaît, à la fin de sa vie, Constantin Melnik, conseiller sécurité et renseignement du Premier ministre, l'ordre de « liquider » un individu vient du Premier ministre et, le plus souvent, de l'Élysée, Foccart rencontrant directement Michel Debré. Le conseiller technique Jacques Foccart reçoit tous les mercredis matins le chef du SDECE, le général Grossin, afin de faire le point sur les opérations en cours et surtout lui passer les directives du président de la République. Il est donc non seulement « au parfum » de toutes les opérations secrètes, mais il constitue un élément fondamental du processus de décision puisqu'il est le canal influent qui permet d'obtenir le feu vert présidentiel. Le conseiller du président de Gaulle devient ainsi, de par ses liens privilégiés avec le service Action, l'« un des principaux architectes – souligne Claude Faure – de la politique répressive mise en œuvre par ce service contre le FLN⁷ ».

Foccart n'est pas non plus le « Monsieur anti-OAS » auprès du général de Gaulle. Certes, par sa position, ses fonctions multiples et ses cercles de relations, l'homme peut apporter un soutien actif dans ce combat à mort contre les activistes Algérie française jusqu'au-boutistes. Mais, comme le confirme notamment Claude de Peyron, ce n'est pas lui, mais Roger Frey qui « monte » les commandos anti-OAS tant en Algérie qu'en métropole en s'appuyant sur son chef de cabinet Alexandre Sanguinetti⁸. Foccart a avant tout un rôle d'appui, dans l'aide au recrutement et le support logistique, ce qui ne l'empêche pas de constituer une cible de choix pour l'OAS.

... AU SAC⁹

La casquette « services spéciaux » se décline parallèlement avec celle de « patron hors hiérarchie » du Service d'action civique (SAC). Il s'agit là d'un autre élément constitutif de cette image d'homme de l'ombre et donc de sa légende noire. Le SAC, qui est né à la fin de l'année 1959, dans un contexte de tensions croissantes avec les activistes « Algérie française », répond à la fois à un souci de rationalisation des services d'ordre du mouvement gaulliste et à la nécessité de pouvoir appuyer l'action du Général et de son gouvernement sur une force militante prête à l'affrontement physique si nécessaire. Il n'a pas pour vocation le combat électoral classique et ne vise pas à faire de ses membres de futurs parlementaires, voire des ministres. Le SAC se veut une organisation discrète fondée sur le compagnonnage et la fidélité à la personne du général de Gaulle.

7 Claude Faure, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004, p. 308-309.

8 Entretien de l'auteur avec Claude de Peyron (13 octobre 2011).

9 Voir ci-dessus, François Audigier, « Foccart et le service d'Action civique », p. 219.

Compte tenu de leur mission bien spécifique, les militants du SAC doivent pouvoir faire preuve de qualités singulières : savoir se battre. Le SAC des années 1960 comprend encore une majorité de cadres et de compagnons « musclés » qui ont appartenu au Service d'ordre (SO) du RPF. Les échanges sur le terrain sont souvent extrêmement violents, ce qui n'est pas pour améliorer la réputation de l'association au fur et à mesure des campagnes électorales. Pis, le SAC fait également appel à des « gros bras » recrutés autrement que sur le seul critère « gaulliste ». Des truands notoires et leurs hommes de main sont ainsi « employés » dans certaines circonstances, ce qui crée des liens singuliers entre des éléments du SAC et ceux qui, à tort ou à raison, se considèrent en faire partie, y compris lorsqu'ils croupissent à Fresnes ou aux Baumettes pour des délits et crimes de droit commun. Les liens avec le « milieu » sont complexes car anciens, et se fondent souvent sur une appartenance commune à la Résistance et la lutte contre l'OAS. Ils sont d'autant plus dangereux que le SAC n'est pas une sorte de milice très centralisée obéissant au doigt et à l'œil au « Parrain » Jacques Foccart. Il n'y a pas un SAC, mais plusieurs SAC qui associent pêle-mêle des militants gaullistes purs, qu'ils soient simples colleurs d'affiches ou qu'ils distribuent des tracts dans la rue, des « gros bras », gaullistes sincères, anciens résistants ou non, des truands et hommes de main prêts à faire le coup de poing. Ce cocktail détonnant d'éléments aussi différents varie suivant les périodes et les secteurs géographiques.

La confusion entre ces militants du SAC, auxiliaires musclés appartenant à des sociétés privées ou membres du « milieu », est lourde de conséquences pour l'avenir et la réputation de Jacques Foccart. En effet, considéré comme le chef de file, une « conscience » par les cadres et militants du SAC, Foccart « se trouve englobé dans la même réprobation ». Georges Chaffard explique, dès l'automne 1969, dans une série d'articles du *Nouvel Observateur*, que « son sens de la camaraderie, la connivence qui le lie à ces incurables mousquetaires du gaullisme expliquent qu'on le présente généralement comme le responsable de leurs débordements¹⁰ ». Surtout, Foccart accepte que le SAC, même s'il est théoriquement composé de militants triés sur le volet et de gaullistes dévoués, use des services de « gros bras » qui proviennent des milieux interlopes de la société française. Il le cautionne d'autant plus que le service Action du SDECE utilise également, si nécessaire, depuis la IV^e République, les « compétences » des hommes de mains du « milieu ». Il ne peut donc pas ignorer que le SAC « officiel » est parfois doublé sur place par un SAC « officieux » dominé par la pègre locale. Les exemples de Jean Augé à Lyon et de Constantin Tramini à

10 Georges Chaffard, « Foccart et les fonds secrets », *Le Nouvel Observateur*, 3 novembre 1969.

Marseille en témoignent¹¹. Tant que Jacques Foccart et les gaullistes en général sont au pouvoir, ils disposent de fait de moyens de coercition suffisamment forts sur ces truands qui « rendent des services » pour les maintenir dans certaines limites. Ils peuvent en outre les faire bénéficier de certains avantages comme une relative impunité, du moins « tant qu'il s'agit de petits délits¹² ».

L'erreur de Jacques Foccart réside probablement dans le fait d'avoir maintenu ces liaisons dangereuses au-delà de la période de grand danger que constitue la guerre d'Algérie et surtout la lutte contre l'OAS. Mais, pour le gaulliste Foccart, la fin justifie le plus souvent les moyens. Il lui paraît donc légitime que, pour sauver puis consolider le gaullisme au pouvoir, il puisse user d'une force militante prête à en découdre, qui comprend dans ses rangs nombre de policiers et de membres du SDECE (Action et Afrique), et s'appuyer si nécessaire sur des éléments de la pègre. Que le SAC prenne parfois l'allure d'« une sorte de police parallèle à la disposition exclusive du pouvoir gaulliste¹³ » ne lui pose pas problème de conscience.

270

DE L'OMBRE À LA LÉGENDE NOIRE

La lutte contre l'OAS avec son cortège d'actions clandestines, le développement et l'activisme du SAC – ses abus et ses connexions troubles avec le « milieu » – valent rapidement à Jacques Foccart une solide réputation de chef des « barbouzes » et polices parallèles. Une véritable légende noire commence dès lors à se nourrir de cette image d'homme de l'ombre et surtout, ce qui va de pair, d'homme des coups tordus et des basses besognes. Plus que ses actions en sa « paroisse » africaine, c'est d'abord son action en France même qui suscite initialement les plus fortes critiques et polémiques. Elles se révèlent d'autant plus virulentes qu'il est l'un des plus proches et discrets collaborateurs du Général. Salir la réputation de Jacques Foccart permet aux opposants politiques de tous bords de s'en prendre à la personne et à l'action de Charles de Gaulle. Les « barbouzeries » de Foccart sont cautionnées par le chef de l'État puisqu'il ne s'en sépare pas. C'est le message qui est distillé sans retenue. Tous les fantasmes sur l'action des services spéciaux sont utilisés dans une surenchère qui se révèle bientôt permanente. Cette légende noire se nourrit également de l'incompréhension des élites françaises et des citoyens français eux-mêmes face au monde du renseignement et des services spéciaux. Il y a en France des représentations péjoratives à l'égard des services secrets en général et de toutes

11 François Audigier, *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003, p. 90-91.

12 Entretien de l'auteur avec René Vignal (21 mai 2013).

13 Claude Faure, *Aux services de la République, op. cit.*, p. 313.



1. Jacques Foccart à une chasse présidentielle à Marly, 12 novembre 1963
(AN, AG/SPH/36/1638)

leurs actions possibles à la différence d'autres grands pays comme la Grande-Bretagne¹⁴. La culture française est, de ce point de vue, marquée du sceau de la salissure pour qui approche de près ou de loin ces milieux.

Sa légende noire n'est pas née en 1958, à la faveur du 13 mai et du retour au pouvoir contesté du Général. Elle s'est affirmée progressivement au début des années 1960. Chronologiquement, c'est d'abord Constantin Melnik qui reçoit, entre 1959 et 1962, les honneurs d'une presse très friande de personnage de l'ombre. Au printemps 1960, *Le Canard enchaîné* et *France Observateur* le décrivent sous les traits du « vrai patron à l'hôtel Matignon »¹⁵. Ils le soupçonnent de « gouverner la France » tout en prenant de grandes libertés avec sa biographie, du moins juste ce qu'il faut pour donner plus de consistance au « Père Joseph » qu'ils vendent à leurs lecteurs. Foccart attend encore quelques années avant de prétendre à une telle publicité auprès du grand public par l'entremise de journaux et d'hebdomadaires qui trouvent en lui un « client » bien plus intéressant – bras droit du Général, Afrique, SAC, « barbouzes » – que le collaborateur du Premier ministre Michel Debré.

272

La comparaison entre les portraits des deux hommes illustre les carences de la démarche journalistique en matière de traitement du monde du renseignement et des services spéciaux. Le portrait que Pierre Viansson-Ponté du *Monde* dresse de Melnik, en novembre 1961, présente ainsi d'évidentes similitudes avec celui de Foccart quelque temps plus tard¹⁶. Il y est décrit sous les traits de « l'une des plus influentes personnalités de la V^e République », qui « se soucie peu d'être un homme inconnu pour le grand public, ou plutôt la notoriété l'incommode ». Le grand éditorialiste se pique même de signaler que « les initiés savent qu'il partage tous les secrets, connaît toutes les clefs, possède toute la confiance ». Foccart n'est alors présenté que sous son volet « Afrique », bien qu'il soit placé en troisième position (sur « douze piliers ») dans l'ordre de consultation des confidents du général de Gaulle (après Michel Debré et Georges Pompidou).

En 1963, Constantin Melnik ayant quitté la scène politique, Viansson-Ponté, dans son ouvrage *Les Gaullistes. Rituel et annuaire*, érige cette fois Jacques Foccart en nouveau grand prêtre de cette liturgie de l'ombre. L'homme est présenté sous les traits d'un « spécialiste du renseignement, d'un technicien des services secrets, d'un homme de l'ombre et d'une éminence grise », portrait qui alimente, des décennies durant son image publique.

14 Sébastien Laurent, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009, p. 9-10.

15 « Police sans assurance », *Le Canard enchaîné*, 11 mai 1960 ; Georges Suffert, « Qui gouverne la France ? », *France-Observateur*, 21 avril 1960.

16 Pierre Viansson-Ponté, « Cinquième République, troisième acte I. La tête et les jambes », *Le Monde*, 7 novembre 1961.

Jacques Foccart est parmi les gaullistes fidèles, l'un de ceux qui a le plus contribué à imprégner le compagnonnage de ce climat de société secrète, à lui donner cette allure policière, ce goût de la clandestinité, cette atmosphère « barbouze » ; trop d'hommes honnêtes et convaincus, déformés par l'épopée de la Résistance et encouragés par le mépris de la politique élevée à l'état de dogme, ont tendance à considérer que les fonds secrets, les fiches, la pression morale et l'intérêt matériel sont les meilleures armes du gouvernement. Ils en arrivent à ne plus concevoir la vie politique que comme un décor en trompe-l'œil tandis que tout se règle dans les coulisses entre gens du même bord, la main sur le portefeuille ou sur l'étui-revolver, on ne sait trop. C'est la pire, la plus critiquable et la plus condamnable des déviations du gaullisme. Elle fait malheureusement partie intégrante de l'héritage, indissolublement¹⁷.

Le portrait ne manque pas de justesse en ce sens qu'il prend appui sur des éléments irréfutables : compagnonnage gaulliste, goût presque maladif pour le secret, lutte clandestine à mort contre le FLN et surtout contre l'OAS. Pour autant, le trait devient rapidement celui de la caricature, celle d'un homme qui porte sur ses épaules, – avec celles du ministre de l'Intérieur, Roger Frey et de son « Monsieur Anti OAS », Alexandre Sanguinetti –, non seulement la création et l'usage de polices et de méthodes « parallèles », mais surtout son maintien en l'état à l'heure de la paix retrouvée. Pierre Viansson-Ponté n'est pourtant pas l'un de ces journalistes à la recherche de scoops dignes des tabloïds sulfureux. Sa démarche d'analyse et de restitution au grand public s'inscrit dans un climat général de légitime interrogation sur les méthodes employées par le pouvoir en place lors de la guerre d'Algérie et même ensuite. Les liens entre agents secrets, policiers et pègre sont particulièrement sollicités, ce que traduit notamment le succès d'une série de films de Georges Lautner *Les Tontons flingueurs* (1963), *Les Barbouzes* (1964) et *Ne nous fâchons pas* (1965). Mais les exagérations – comiques ou non – auxquels journalistes et artistes se livrent à cette époque sont aussi le reflet d'un déficit de liberté d'expression sur le pouvoir pendant la guerre d'Algérie qui se poursuit d'une manière certes atténuée. Plus de liberté d'expression publique aurait probablement désamorcé l'essentiel de cette légende noire de Jacques Foccart et des barbouzes en général, évitant qu'à partir d'un secret opaque et reposant, le plus souvent, sur des fausses révélations d'ex-agents – toujours très actifs et en pleine opération de manipulation – se développent les fantasmes les plus incroyables.

17 Pierre Viansson-Ponté, *Les Gaullistes. Rituel et annuaire*, Paris, Éditions du Seuil, 1963, p. 118.

Sa légende noire n'est pas seulement le fait d'un tropisme journalistique qui transfigure volontiers une réalité qui est celle de la violence d'État en période de guerre en un fantasme permanent des circuits parallèles et des coups tordus. Elle tient également à la volonté de dénigrement systématique du régime de la V^e République et, bien sûr, de son président fondateur. En ce sens, l'opposition au gaullisme au pouvoir multiplie les procès d'authenticité républicaine, de la « forfaiture » du président du Sénat Gaston Monnerville, en 1962, à l'action plus souterraine de dénigrement – y compris *ad hominem* – de la garde rapprochée du Général. Toute une littérature pseudo-scientifique de journalistes dits d'investigation abreuve les médias et les Français d'accusations particulièrement violentes à l'égard des principaux dignitaires du régime. Dans la grande majorité des cas, elle relève de la diffamation pure et simple, mais elle n'est pas gratuite. Elle vise à salir les hommes au pouvoir dont elle conteste les modalités d'accession et surtout la légitimité. Une telle littérature largement relayée par la presse, majoritairement opposée au gaullisme, bénéficie du droit fondamental à la liberté d'expression, qui n'est alors qu'insuffisamment contrebalancée par une législation en limitant les abus. Au point que Jacques Foccart, excédé, décide au début de la présidence de Georges Pompidou d'attaquer systématiquement en justice les calomnies dont il s'estime victime dans la presse. *Le Canard enchaîné* devient ainsi sa cible privilégiée. Mais l'effet escompté ne survient pas. Au contraire, cela ne fait que déchaîner encore un peu plus la presse à son encontre. Après avoir gagné nombre de ses procès en diffamation, Foccart doit se résoudre à prendre le parti « de ne plus démentir¹⁸ », ce qui laisse accréditer un peu plus encore les thèses les plus folles sur son compte.

Certes, Jacques Foccart, par ses fonctions et les hommes sur lequel il s'appuie, ne peut pas être qualifié d'« enfant de chœur ». Pour autant, il ne mène pas une politique personnelle, mais bien celle décidée par le chef de l'État. Nombreux sont ceux qui considèrent que le général de Gaulle n'aurait jamais laissé auprès de lui un « barbouze en chef » sans foi ni loi. Georges Chaffard a, dès 1969, fort bien posé la nature du problème Foccart.

Qui est, en définitive, Jacques Foccart ? Si l'on voulait faire son procès, on aurait à entamer d'abord celui du général de Gaulle lui-même. Pour qu'un Foccart soit possible et efficace, il faut en effet qu'il y ait un « domaine réservé », la volonté d'un homme de ne pas soumettre certaines activités au contrôle de l'opinion, du Parlement, voire parfois du Gouvernement. Il faut qu'il y ait une conception nationaliste de la politique française en Afrique, constamment sur ses gardes pour y contrecarrer les influences internationales. Il faut qu'il y ait un

¹⁸ Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, t. 2 (1969-1996), 1997, p. 285.

homme aimant le secret et ne dédaignant pas de recourir aux mêmes méthodes contestables que les autres puissances intéressées au champ clos africain. Bref, pour qu'il y eût un Foccart, il fallait qu'il y eût un de Gaulle¹⁹.



2. Les « Quatre grands » de l'Élysée : Bernard Tricot, Jacques Foccart, Xavier de la Chevalerie et le général André Lalande, Palais de l'Élysée, cérémonie des vœux aux corps constitués, 1^{er} janvier 1968 (AN, AG/SPH/57/1999)

Si Foccart a agi pour le compte de l'État, pour « son » président Charles de Gaulle et pour le gaullisme au pouvoir, sa légende noire ne tient pas qu'à son seul rôle d'exécutant jouissant d'une plus ou moins grande liberté dans le choix des moyens utilisés. Son principal tort, dans la constitution de sa légende, réside probablement dans le fait que la fidélité n'est pas un vain mot chez lui. Il conserve une « indulgence excessive pour tout un petit monde d'anciens camarades de Résistance ou de compagnons politiques que l'arrivée des gaullistes au pouvoir a grisés ». « Tout devenait possible – souligne Georges

19 Georges Chaffard, « Foccart et les fonds secrets », art. cit.

Chaffard – puisque les “amis” gouvernaient l’État. Ainsi M. Foccart s’est-il trouvé plus d’une fois sollicité, au nom des souvenirs de la Résistance ou du RPF, d’arranger les “histoires” de tels vieux compagnons ; son tort a été de ne pas toujours éconduire les anciens héros devenus des profiteurs. Cette complaisance se retourne contre lui, tout comme celle qu’il a pour les militants du fameux Service d’Action civique²⁰ ». Le maintien au pouvoir pendant plus de dix ans du général de Gaulle et de ses compagnons favorise l’infiltration d’éléments indésirables dans les services d’ordre. Cette fidélité assumée, par-delà les dérives, à certains de ses vieux compagnons d’armes, finit par lui coûter cher, car elle donne de la consistance aux accusations de tous ceux qui veulent l’attaquer – lui ou le général de Gaulle – en permettant de l’associer à des personnages et des affaires douteuses. Une fois ce lien établi, il est ensuite aisé de façonner une responsabilité de Jacques Foccart lui-même dans chacune de ces affaires. La légende noire multiforme de Foccart s’est ainsi développée de toutes parts.

276

DE BEN BARKA...

La légende noire de Jacques Foccart prend un tournant décisif, du moins aux yeux du grand public, en 1965 à l’occasion de l’affaire de la disparition de Medhi Ben Barka, leader marocain d’opposition au roi Hassan II²¹. À cette occasion, Foccart gagne définitivement ses galons d’homme de l’ombre et des coups tordus en tous genres auprès des médias et des Français en général, bien que l’analyse de son action dans cette affaire fait ressortir qu’il n’était très probablement pas « au parfum ».

Si l’on s’en tient à la thèse la plus plausible, celle de la responsabilité du ministre de l’Intérieur marocain, commanditaire et peut-être même exécuteur de Medhi Ben Barka, cette affaire se transforme néanmoins rapidement en une affaire d’État franco-française en raison de sa coïncidence avec le moment où le général de Gaulle se déclare candidat à sa propre succession à la présidence de la République. Elle constitue une véritable aubaine pour l’opposition qui entend délégitimer les pratiques d’un régime qu’elle appelle à disparaître au plus vite. Au-delà de la recherche de la vérité, elle est instrumentalisée par l’opposition comme une arme contre la V^e République et le président Charles de Gaulle lui-même. L’opération a été menée par de vrais policiers et de vrais truands dans une parfaite symbiose qui nécessite une certaine habitude de « travailler » ensemble. La situation s’avère d’autant plus délicate à gérer pour le Général, Jacques Foccart et le gouvernement qu’ils ne sont manifestement pas dans le

²⁰ *Ibid.*

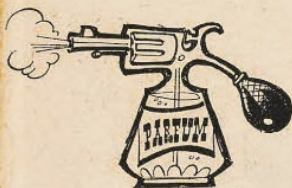
²¹ Voir ci-dessus, Pierre Vermeren, « La France, l’Afrique et la connexion marocaine », p. 163.

M. 15 (M. Quinze), la « fameuse Intelligence Service » !

M.I. 6. — Le Bureau n° 6 : espionnage et contre-espionnage à l'étranger. Dépend du Foreign Office.

FILOUZE. — Filature.

MOUSTACHE. — Surnom jadis attribué aux policiers et qui est très probablement à l'origine de... barbouze, surnom que se donnèrent les agents spéciaux français qui veulent à tout prix se différencier de leurs collègues flics.



PARFUM (Etre au). — Etre dans le coup, dans le vent, être « in ». Plus simplement, être au courant. *Dixit Lopez à Souchon* : « Foccart est au parfum ».

RESIDENT. — Chef de réseau à l'étranger. On distingue entre résidents légaux et illégaux (voir *correspondant*). Les résidents illégaux sont entièrement secrets: ils changent de nationalité (avec des papiers, une biographie, un métier, etc..., faux) et n'ont aucun contact avec leur ambassade. Leur réseau est donc autonome et est relié directement avec la Centrale, par radio et émissaires particuliers, alors que les résidents « légaux » travaillent par la valise diplomatique.

Les résidents illégaux sont en activité ou en sommeil... Les « actifs » sont ceux qui doublent les résidents « légaux » : la multiplication des réseaux a pour but d'éviter la catastrophe

en cas d'annihilation d'un réseau. Les réseaux en sommeil sont montés et sont mis en attente jusqu'à ce que se produisent les circonstances pour lesquelles on les a conçus... une guerre entre le pays hôte et le pays expéditeur, par exemple, qui met fin, évidemment au « travail » des légaux ! Le plus bel exemple de « résidence illégale » en sommeil et « réactivée » est la « Rote Kapelle », réseau illégal du G.R.U. qui commença à fonctionner, en envoyant par radio, à Moscou, à partir de Berlin, d'Amsterdam, de Paris, etc... des informations militaires secrètes sur l'armée allemande, le lendemain de l'entrée de Hitler en Russie, en juin 1941. La « Rote Kapelle » était restée en sommeil de 1934 à 1941... et fonctionna deux ans.



coup. Il leur faut donc d'abord remonter le fil des événements et des acteurs, ce qui les conduit à identifier les hommes, bien connus de certains de leurs services, qui ont « trempé » dans cet enlèvement, en plein Paris, commandité par le ministre de l'Intérieur d'une puissance amie.

En effet, il semble que les protagonistes français de cette affaire aient des passés communs liés à la lutte contre le FLN, contre l'OAS et en relation avec le SAC qui les « ont rendu – souligne l'ancien directeur de la Sûreté nationale Maurice Grimaud – chacun solidaire de chacun, même dans les affaires les plus scabreuses²² ». Ces liens anciens et peut-être alors encore présents, sont suffisamment explicites pour susciter de virulentes critiques et accusations de l'opposition politique en France. Ils ont aussi et surtout pour conséquence de conduire le chef de l'État, Jacques Foccart et Roger Frey, pour ne citer qu'eux, à tout faire pour éviter un grand déballage public qui ne serait pas à leur avantage. Il vaut donc mieux laisser disparaître les truands mouillés dans cette affaire, quitte à ce qu'ils se réfugient au Maroc et s'y fassent oublier définitivement. Il faut également veiller à ce que cette affaire demeure au niveau des protagonistes subalternes et que ne soient pas mises à jour les connexions entre ces hommes de terrain et certains de leurs (anciens?) employeurs, à plus forte raison s'ils ne sont pour rien dans cette affaire.

278

Cette volonté de cloisonnement de l'information n'a pas manqué de susciter la suspicion des médias et des Français qui ont compris que le gouvernement avait quelque chose à cacher. Il a contribué à créer le climat propice aux interprétations les plus folles quant aux rôles des uns et des autres. L'opposition politique ne s'y trompe pas puisqu'elle martèle le thème du régime illégitime aux méthodes douteuses. François Mitterrand multiplie les attaques et réclame en vain la convocation d'une session extraordinaire du Parlement. La presse se déchaîne, à l'instar du *Nouvel Observateur* du 19 janvier 1966, qui fustige « Roger Frey et Jacques Foccart, personnages-clefs d'un régime né d'un complot, se nourrissant de complots et pour lequel mystère, secret, intoxication, renseignements, espionnage et machinations sont monnaie courante²³ ».

Pour Foccart, cette affaire relève d'une équation sans solution possible. D'abord parce qu'à l'exception du témoignage de l'un des policiers qui ont « appréhendé » Ben Barka, fruit de la manipulation d'Antoine Lopez, aucune preuve n'atteste d'un rôle quelconque – actif comme passif – de Jacques Foccart dans la préparation et l'exécution de cet enlèvement. Au contraire, de nombreux

22 Maurice Grimaud, *Je ne suis pas né en 1968. Souvenirs et carnets. 1934-1992*, Paris, Tallandier, 2007, p. 278-279.

23 Hector de Galard, « Voici comment un ministre au moins et plusieurs hauts fonctionnaires français ont voulu tenir la justice dans l'ignorance de ce qu'ils savaient sur l'un des scandales les plus retentissants du siècle », *Le Nouvel Observateur*, 19 janvier 1966.

témoignages, comme ceux de Maurice Grimaud ou encore de Constantin Melnik, convergent sur le fait que Foccart n'était pas « au parfum »²⁴. Si Foccart doit être incriminé dans cette affaire, ce n'est pas comme un protagoniste à part entière, c'est-à-dire l'un de ceux qui auraient laissé organiser l'enlèvement du leader d'opposition marocain au profit des services du souverain chérifien. Il a tout au plus contribué à éviter que l'incendie n'atteigne le général de Gaulle et le gouvernement. D'ailleurs, dans cette opération de délimitation des responsabilités à un degré subalterne, c'est Roger Frey qui a officié s'efforçant d'aider son ami Pierre Lemarchand par de discrètes interventions.

La responsabilité de Jacques Foccart consiste surtout à avoir laissé se poursuivre des liaisons dangereuses avec la pègre et avoir continué à penser le SDECE en termes de « services spéciaux » y compris à usage intérieur. La fin peut justifier, aux yeux du grand public, les moyens lors de périodes particulièrement troublées comme l'ont été les dernières années de la guerre d'Algérie. Mais de telles méthodes discréditent rapidement le pouvoir en place lorsque règnent la paix civile et la prospérité matérielle des Trente Glorieuses. L'erreur de Foccart – et de bien d'autres, à commencer par Roger Frey – est de n'avoir pas compris ou pas voulu changer radicalement de méthodes une fois les derniers spasmes de la lutte anti-OAS dissipés. La légende noire y a trouvé son compte.

... À LA « COMMODE DE FOCCART »

Le départ du pouvoir du général de Gaulle fin avril 1969 ouvre une nouvelle étape dans l'affermissement définitif de la légende noire de Jacques Foccart. En effet, le président du Sénat, Alain Poher, qui assume l'intérim et qui se déclare rapidement candidat à l'élection présidentielle, limoge, séance tenante, le secrétaire général de la Communauté et des Affaires africaines et malgaches. Si la volonté d'instrumentaliser le « renvoi » de Jacques Foccart paraît évidente, le lynchage médiatique qui s'en suit répond à une sorte d'exorcisme collectif d'une bonne partie de la classe politique ainsi que des Français en général. Il s'agit de tourner la page du général de Gaulle, d'un certain style et de certaines méthodes de gouvernement. Ce sentiment diffus au sein de la société française est suffisamment important pour que la majorité se sente obligée de « lâcher du lest, laisser désigner un bouc émissaire²⁵ ». Foccart est l'homme idoine pour cela tant il concentre sur sa personne certains aspects jugés particulièrement négatifs de la présidence gaullienne : les services parallèles et « barbouzeries », le conseiller occulte du Président et les coups tordus en Afrique. Avant de le

24 Constantin Melnik, *1000 jours à Matignon*, Paris, Grasset, 1988, p. 274.

25 Georges Chaffard, « Foccart et les fonds secrets », art. cit.

reprendre à son service, le 19 juin, Pompidou ne lui cache d'ailleurs pas combien cette campagne de dénigrement ne lui a pas laissé les coudées franches : « Il faut bien que vous vous rendiez compte que vous avez été pris à partie d'une façon tout à fait injuste. [...] À votre égard, il y a de très fortes objections : les gens sont littéralement intoxiqués²⁶ ».

280 Les médias se sont particulièrement acharnés sur Foccart. Il est vrai que le départ du général de Gaulle redonne un coup de fouet à la presse qui, après une décennie d'une certaine forme de censure, s'en prend vivement à ce qu'elle espère être le défunt régime et à ses caciques. Jacques Foccart devient l'archétype des dérives et coups tordus en tous genres de la présidence gaullienne. *Le Canard enchaîné* est très actif dans cette entreprise de dénonciation et titre, le 4 juin, « L'histoire de la commode à Foccart ». Le journal satirique avance l'information selon laquelle les collaborateurs d'Alain Poher ont trouvé dans l'ancien bureau élyséen de Foccart une table d'écoute permettant d'enregistrer les conversations dans toutes les pièces du palais, y compris celle du général de Gaulle. Pendant plus de dix semaines, *Le Canard enchaîné* en fait une cible prioritaire, ce qui lui vaut d'être poursuivi en justice par Foccart. Il lui reproche « une campagne de dénigrement systématique, le présentant comme le chef d'une police parallèle ou l'éminence grise du chef de l'État ». Il lui fait tout particulièrement grief d'avoir inventé l'histoire de la commode ainsi que des détournements des fonds secrets pendant la campagne présidentielle. Mais, comme le remarque le défenseur du *Canard enchaîné*, Roland Dumas, le conseil de Foccart s'est trompé de tribunal. Il a porté plainte devant le tribunal civil en sa qualité de secrétaire général de la Communauté et des Affaires africaines et malgaches, c'est-à-dire comme une personne investie d'une haute fonction publique. Or, c'est devant le tribunal correctionnel qu'il aurait dû engager son action, car, « dans le cas d'un fonctionnaire, l'action civile en matière de diffamation ne peut pas être séparée de l'action publique²⁷ ». Quelques mois plus tard, en décembre 1969, l'audience est l'occasion d'un procès à forte connotation politique. À la fin de janvier 1970, Foccart en est pour ses frais puisque le tribunal de grande instance de Paris se déclare incompétent et le condamne aux dépens, au motif que le journal satirique a attaqué l'homme public sur la manière dont il exerçait ses fonctions, et que c'est Jacques Foccart l'homme privé qui s'estime diffamé. Furieux, Foccart fait appel de la décision. Le 4 novembre 1970, la Cour d'appel de Paris confirme l'arrêt de la première chambre civile tout en le dispensant « de l'amende civile frappant tout débouté qui s'est trompé de juridiction²⁸ ».

26 Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. 3, *Dans les bottes du Général (1969-1971)*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999, p. 60-61.

27 Roland Dumas, *Le Fil et la Pelote. Mémoires*, Paris, Plon, 1996, p. 187-188.

28 *Ibid.*, p. 189.

Foccart préfère cette fois s'en tenir là tandis que le *Canard* en fait une de ses cibles prioritaires pendant des décennies.

Un tel traitement interpelle déjà certains contemporains, à l'instar de Georges Chaffard qui, dès octobre 1969, se demande pourquoi seul Foccart, parmi les barons gaullistes, « cristallise sur sa personne, depuis dix ans, la haine de quelques-uns contre le régime gaulliste, les griefs légitimes de beaucoup d'autres contre les méthodes de la V^e République²⁹ » ?

UNE LÉGENDE NOIRE EN GUISE D'IN MEMORIAM ?

Au seuil des années 1970, l'image de Jacques Foccart auprès des Français est définitivement établie et ne change plus guère jusqu'à sa mort, se déportant plus ou moins sur la casquette « voyou » (SAC et réseaux parallèles) ou, surtout, sur son office africain (les dérives de la France-Afrique). La légende noire est devenue proactive en ce sens qu'à partir de là, le mythe nourrit la légende : la main de Foccart étant signalée dans toutes les affaires sombres de la République.

La permanence de sa légende noire est d'autant plus remarquable que l'homme n'exerce plus les fonctions qui lui ont valu cette réputation sulfureuse. Déjà, sous la présidence pompidolienne, son rôle est circonscrit au champ d'action africain et ultramarin. Il perd l'essentiel de ses prérogatives officieuses qualifiées par les médias de « cabinet noir » puisqu'il n'est plus auprès de Pompidou le principal conseiller politique. La place est désormais tenue par un autre « vieux gaulliste », Pierre Juillet, qui ne l'apprécie guère. Outre les contacts avec les mouvements gaullistes, Juillet se charge également de la liaison avec les services de renseignements et de sécurité (DST et SDECE). L'année suivante, la nomination d'Alexandre de Marenches à la tête du SDECE conduit à la mise hors jeu de nombre de gaullistes au sein des Services (dont Maurice Robert), ce que la presse retient sous le vocable – abusif mais déjà très médiatique – de « déforcatisation ».

L'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, en 1974, marque une rupture plus forte encore puisqu'il perd son secrétariat général auprès du président qui lui avait permis, pendant quatorze ans, de régner sur la mécanique relationnelle des rapports franco-africains. Foccart devient un élément, parmi d'autres et sans réel pouvoir direct, du jeu franco-africain – même dans ce qui est décrit comme le « Foccart land » (le Gabon). Les Français, officiels et officieux, placés autour des présidents africains (tout particulièrement auprès du président Bongo), ne sont plus aux ordres de

29 Georges Chaffard, « Foccart et les fonds secrets », art. cit.

Foccart, car celui-ci n'est plus « au centre de cette toile d'araignée »³⁰, ce qui ne l'empêche pas d'être consulté. Mais, Jacques Foccart, même retiré de la gestion des affaires publiques, n'en reste pas moins un personnage à qui l'on continue d'attribuer aisément un rôle occulte. Une presse compatissante aime à ressortir périodiquement l'homme de l'ombre et son corollaire : les coups tordus réels, supposés ou fantasmés, tant en Afrique (par exemple la tentative de coup d'État du 16 janvier 1977 menée par des mercenaires contre le très marxiste président béninois Mathieu Kérékou) qu'en France (affaire des diamants de Bokassa et affaire Robert Boulin). Le processus de mise en accusation publique de Foccart répond aux mêmes paradigmes que pendant la période de la présidence gaullienne. Puisqu'il est l'homme des coups tordus, son implication est censée être prouvée par la présence parmi les protagonistes des affaires en question d'une ou plusieurs personnes considérées comme des proches et dont il serait – à travers eux – le véritable ordonnateur.

282

La victoire de François Mitterrand en 1981 le marginalise encore un peu plus, d'autant que la gauche en a fait une de ses cibles prioritaires dans la critique de la politique africaine de Charles de Gaulle et de ses successeurs et du gaullisme en général. La tuerie d'Auriol, en juillet 1981, conduit à une commission d'enquête parlementaire (composée de députés de gauche et d'extrême-gauche), qui peine à distinguer entre les faits, les rumeurs et les calomnies, et à la dissolution du SAC par le ministre de l'Intérieur Gaston Defferre, le 28 juillet 1982. Pour Jacques Foccart, la forte médiatisation des travaux de la commission d'enquête concourt chaque jour davantage à jeter le trouble et l'opprobre sur les réseaux parallèles du gaullisme et leur mentor. Ils éclairent manifestement la « part d'ombre » du gaullisme et d'un de ses principaux lieutenants tout en alimentant plus que jamais les fantasmes en tous genres sur les « barbouzeries ». En tout cas, l'affaire de la tuerie d'Auriol puis la dissolution du SAC obligent Foccart à trancher le nœud gordien : faire table rase d'une Action civique qui n'est plus que l'ombre d'elle-même. Pourtant, plus qu'une disparition, c'est à une refondation de cet outil militant – et mieux contrôlé – que s'active Jacques Foccart, avec la création du Mouvement Initiative et Liberté (MIL). Jacques Foccart demeure ainsi l'homme des actions sur le terrain et du militantisme même s'il se sépare, à cette occasion, d'une part de son ombre.

La légende demeure néanmoins. Il est vrai qu'elle est devenue, au fil des décennies, un des éléments constitutifs de la culture politique de la gauche française, alors même que les premières attaques, dès juin 1958, sont à portée au crédit des milieux activistes « Algérie française », et tout particulièrement des officiers de la guerre psychologique. La légende noire est le fruit de cette

30 Jacques Foccart et Philippe Gaillard, *Foccart parle, op. cit.*, t. 2, p. 267.

conjonction entre les extrêmes (à commencer par l'extrême droite) et la gauche démocratique dans leur condamnation du régime gaullien, de ses politiques (notamment africaine) et de ses méthodes (officielles et parallèles). Comme l'écrivait le gaulliste Georges Pompidou, qui ne fut pas non plus épargné par les critiques et les calomnies, « il y a un vieux réflexe de la gauche – le citoyen contre les pouvoirs – qui est le contraire du gaullisme et qui, à certains moments, apporte, fût-ce sans le vouloir, son appui à une extrême droite, fidèle à la tradition de l'insulte ou de la diffamation³¹ ».

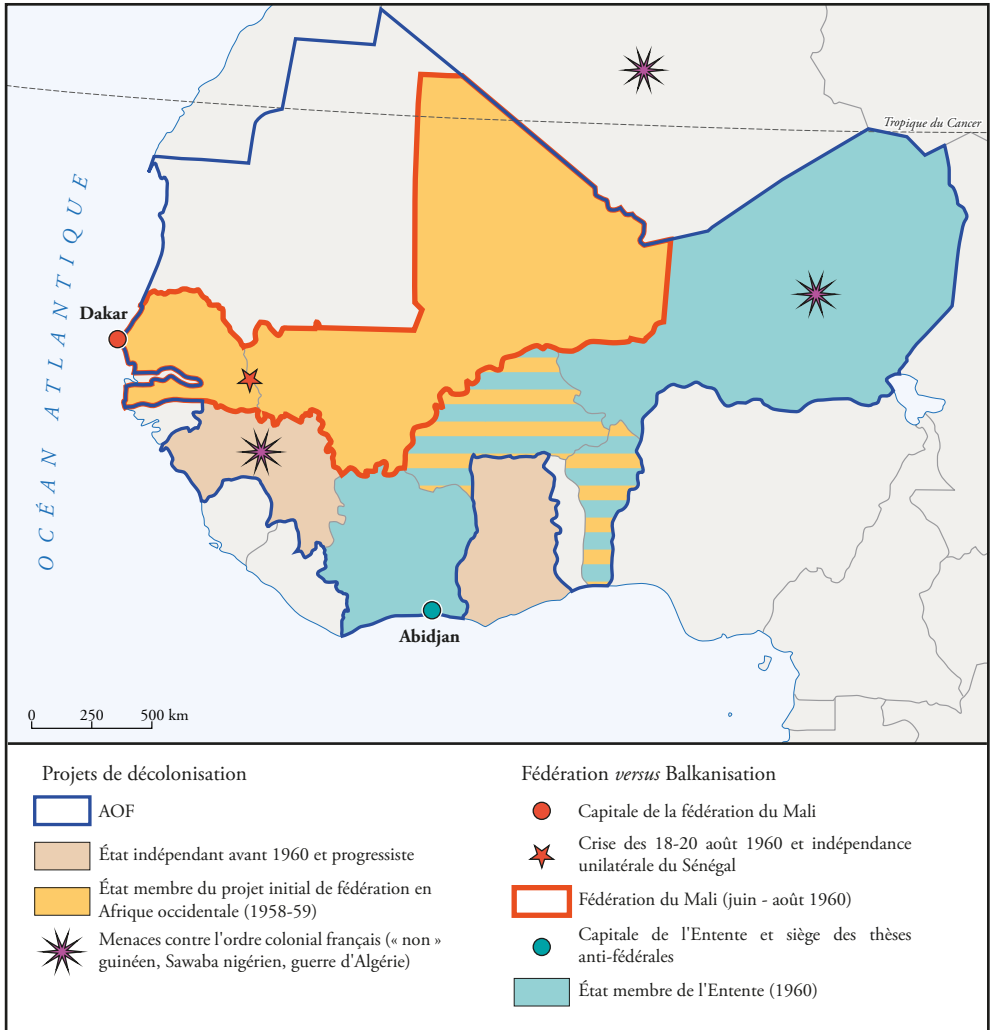
Ce qui frappe l'historien est le décalage entre la réalité de l'influence attribuée à Jacques Foccart (surtout après 1974) et la réputation qui continue à être la sienne. Foccart tentera bien, en reprenant officiellement du service à Matignon auprès de Jacques Chirac en 1986, d'améliorer son « image ». Mais les réputations et les mythes négatifs ont la peau dure, d'autant que tous n'entendent pas renoncer à un tel « client », à l'instar de son adversaire de toujours, *Le Canard enchaîné*, qui accueille son retour au pouvoir, dans son édition du 2 avril 1986, par un « Foccart, conseiller africain de Chirac et vieille gloire du monde barbouzard ». Son retour, pourtant plus discret, à l'Élysée en 1995, est salué par la presse suivant un thème du même style, celui du « retour à la case Foccart » plus fictif que réel.

Avec le temps, le profil légendaire de Jacques Foccart s'est toutefois simplifié puisqu'au moment de sa mort, en mars 1997, la presse insiste surtout sur son rôle de « Monsieur Afrique » des présidents de Gaulle, Pompidou et Chirac, et de personnage-clé de la Françafrique³² alors en pleine tourmente (Rwanda, Elf, etc.). Son décès résonne pour les contemporains comme un appel à un bilan des relations franco-africaines à l'heure où elles traversent une profonde phase de mutations. Le nom de Foccart concentre sur lui toutes les dérives de la Françafrique même si nombre des personnes citées dans ces affaires ne lui sont pas ou peu liées dans ce qui relève, par ailleurs, d'une confusion des « âges » des relations franco-africaines. Jacques Foccart continue de pâtir de cette confusion des genres et des époques, même si l'historien se doit de toujours garder à l'esprit dans l'analyse de ses actions qu'il fut d'abord un homme d'action mû par un ardent patriotisme au service de la République de son chef et guide, le général de Gaulle, et pour qui la raison d'État justifiait les moyens.

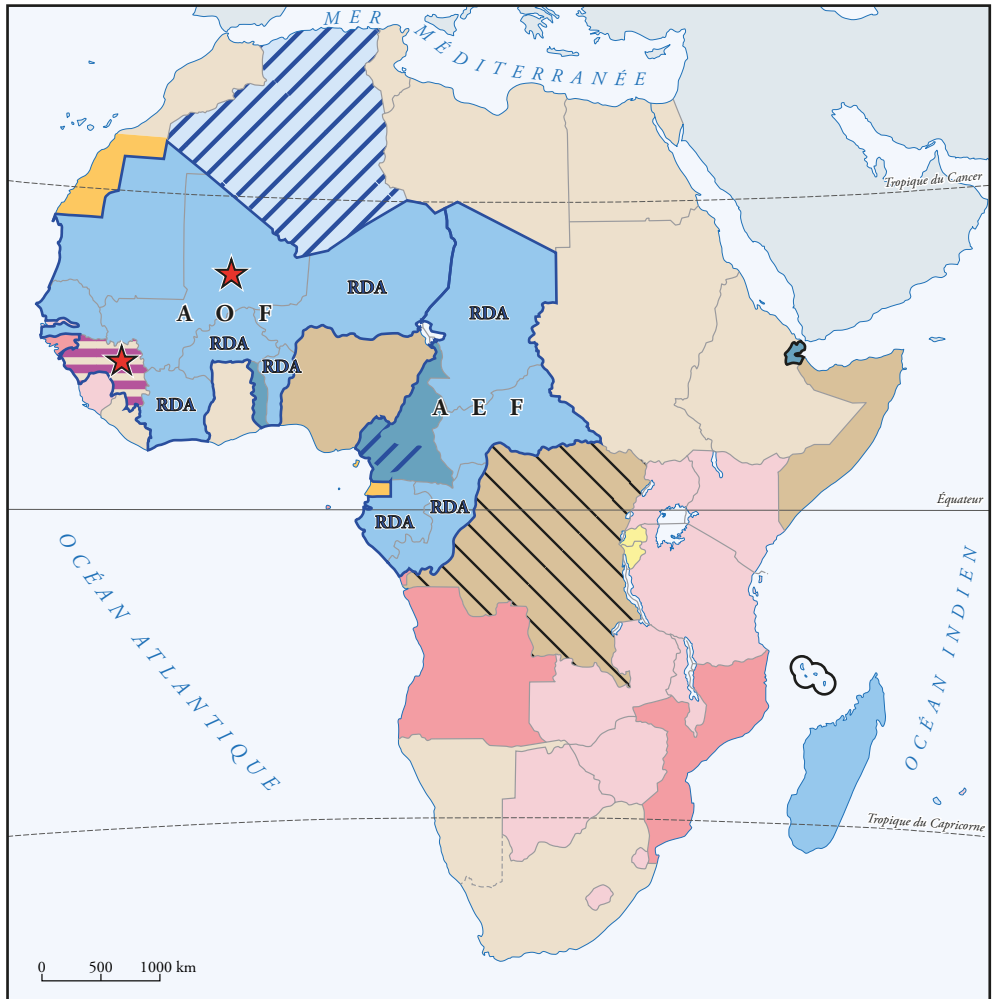
31 Lettre de Georges Pompidou à François Mauriac, 28 janvier 1966, dans Georges Pompidou, *Lettres, notes et portraits. 1928-1974*, Paris, Robert Laffont, 2012, p. 389.

32 *Le Monde*, 20 mars 1997, « Horizons et portraits » : « Responsable pendant un quart de siècle de la cellule africaine de l'Élysée, le fidèle serviteur du général de Gaulle, de Georges Pompidou et de Jacques Chirac est mort, mercredi 19 mars, à quatre-vingt-trois ans ».

Cartes



L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



L'Empire français	1960 : année de l'Afrique	Le crépuscule colonial
Département	Guerres coloniales françaises	État indépendant avant 1960
Colonie	Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire	État indépendant en 1960
Fédérations AOF et AEF (1958)	Territoires non décolonisés	Colonies en 1960
Territoire sous tutelle	Gouvernement RDA tendance Houphouët	belge
« Non » à la Communauté (1958)	1 ^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960)	britannique
		espagnole
		portugaise

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



« Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

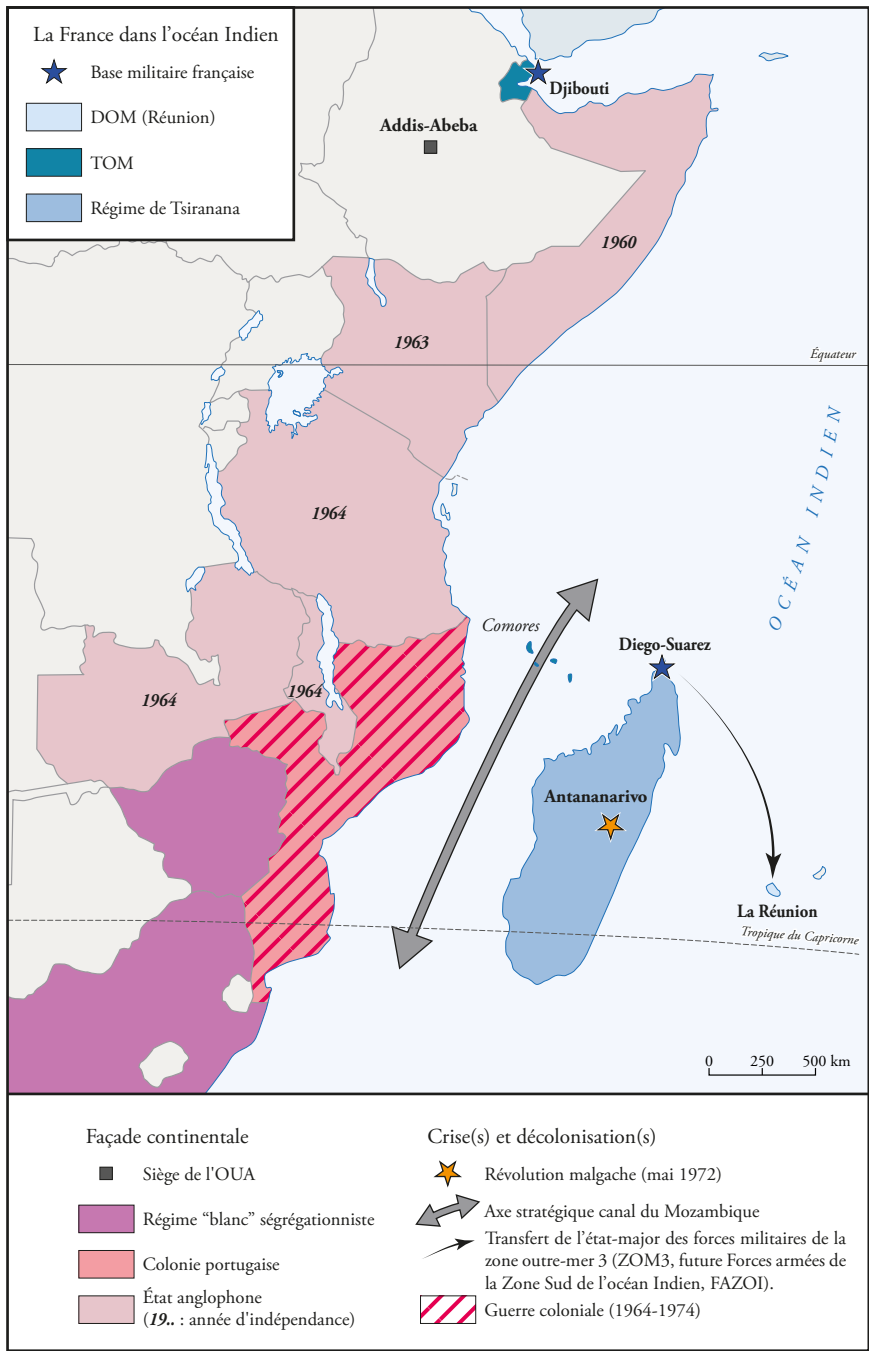
« D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

« La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...] »

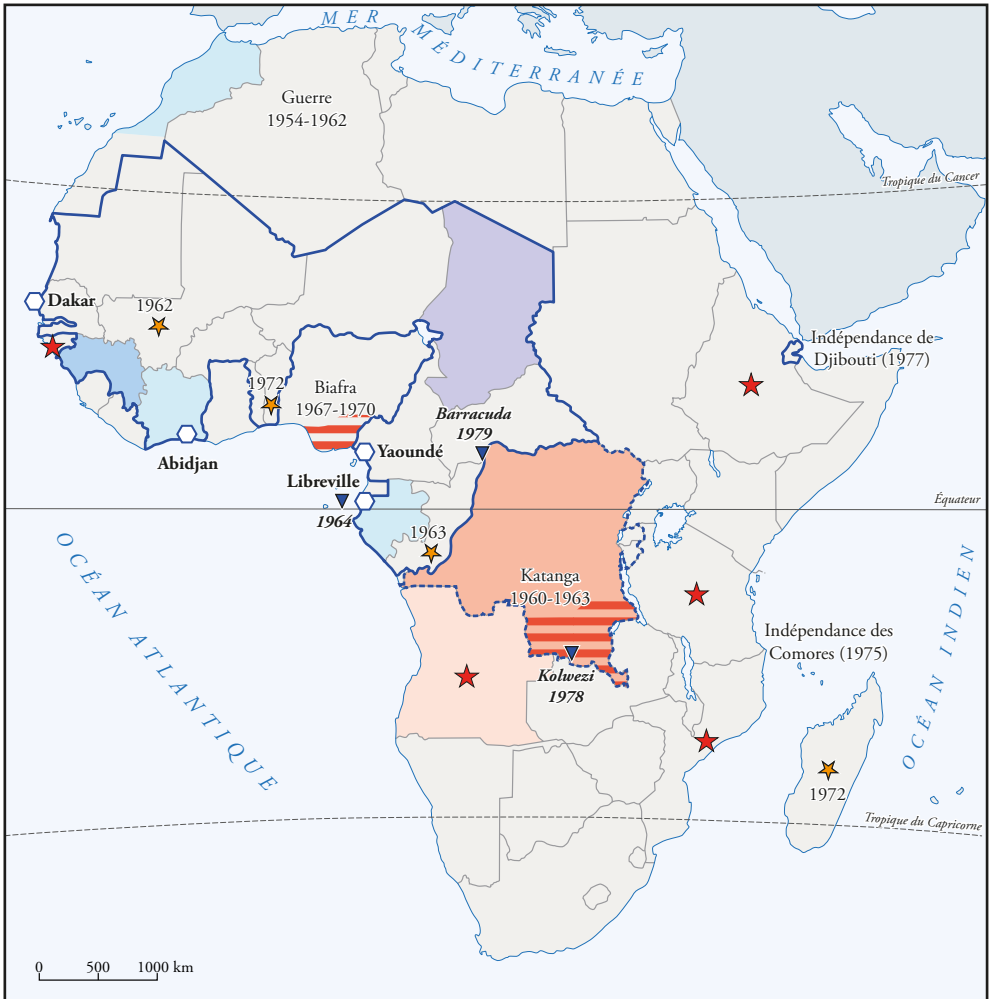
« C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit

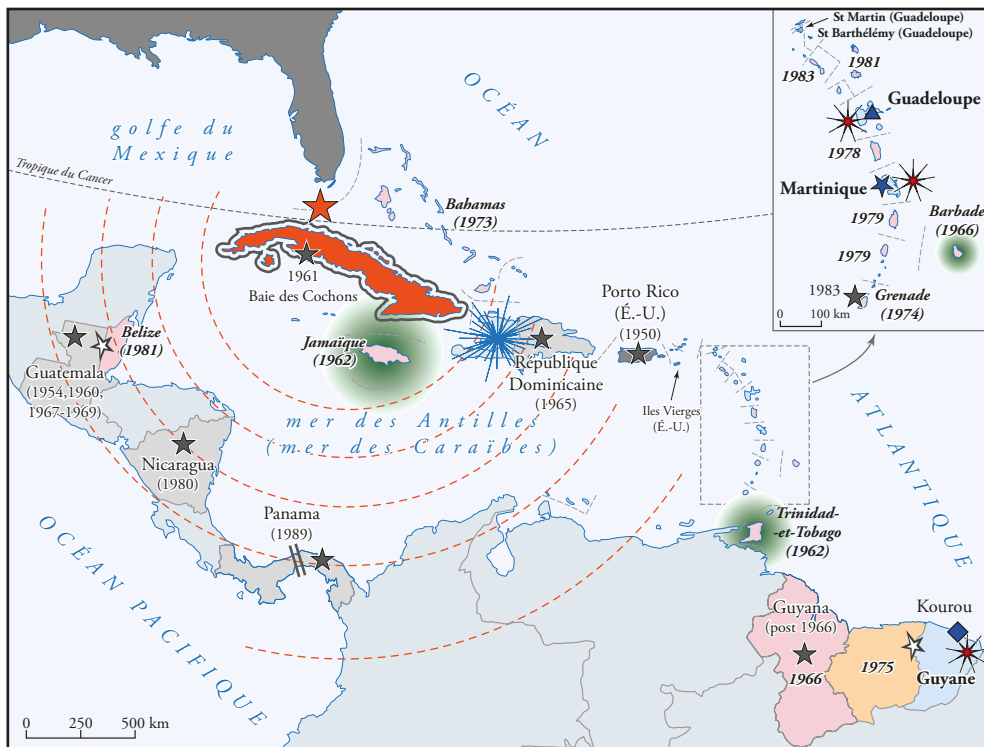


La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



- | | |
|--|--|
| Principaux postes du SDECE | Régime révolutionnaire communiste de la guerre fraîche (années 1970) |
| Principales interventions parachutistes | Régime « révolutionnaire » au sein du « pré carré » |
| « Pré carré » originel | Congo, point de fixation de la guerre froide |
| Extension du « pré carré » à l'Afrique centrale et à l'Afrique des Grands Lacs francophones (dès 1960) | Soutien de sécession |
| Pays relais de la politique foccartienne | Angola, front de la « guerre fraîche » |
| Opération « Persil » en Guinée (1960) | |
| Première intervention militaire | |

Le « pré carré » et l'héritage de Foccart (1960-1980)



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

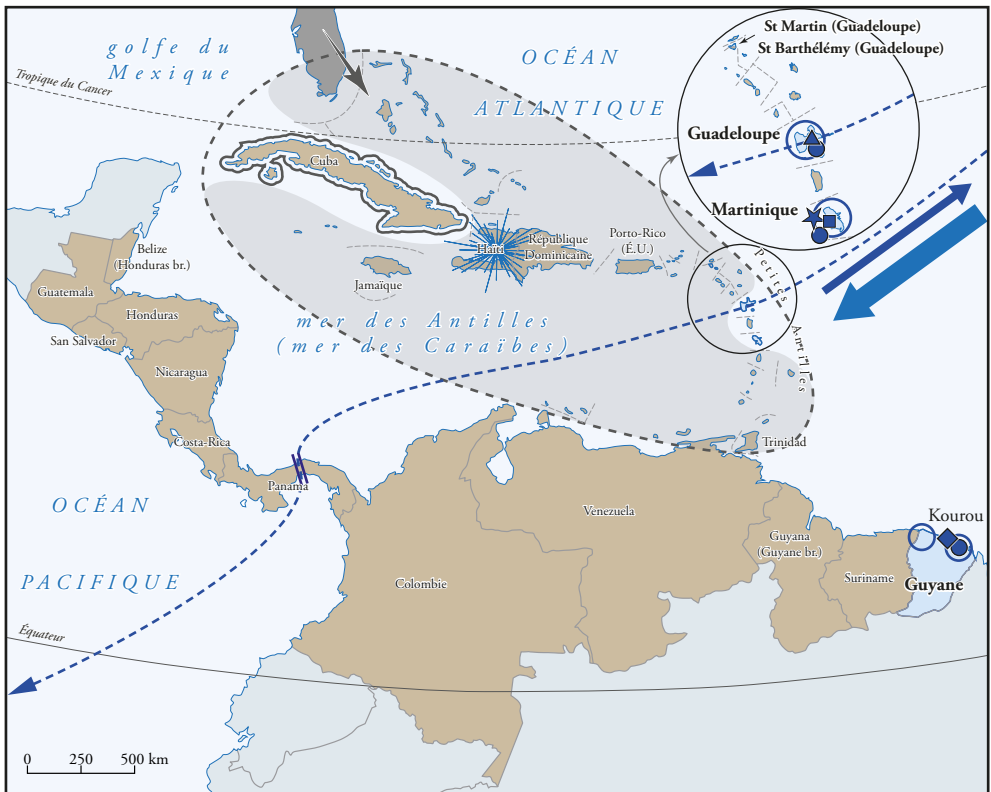
Présence et influence des États-Unis

- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ★ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

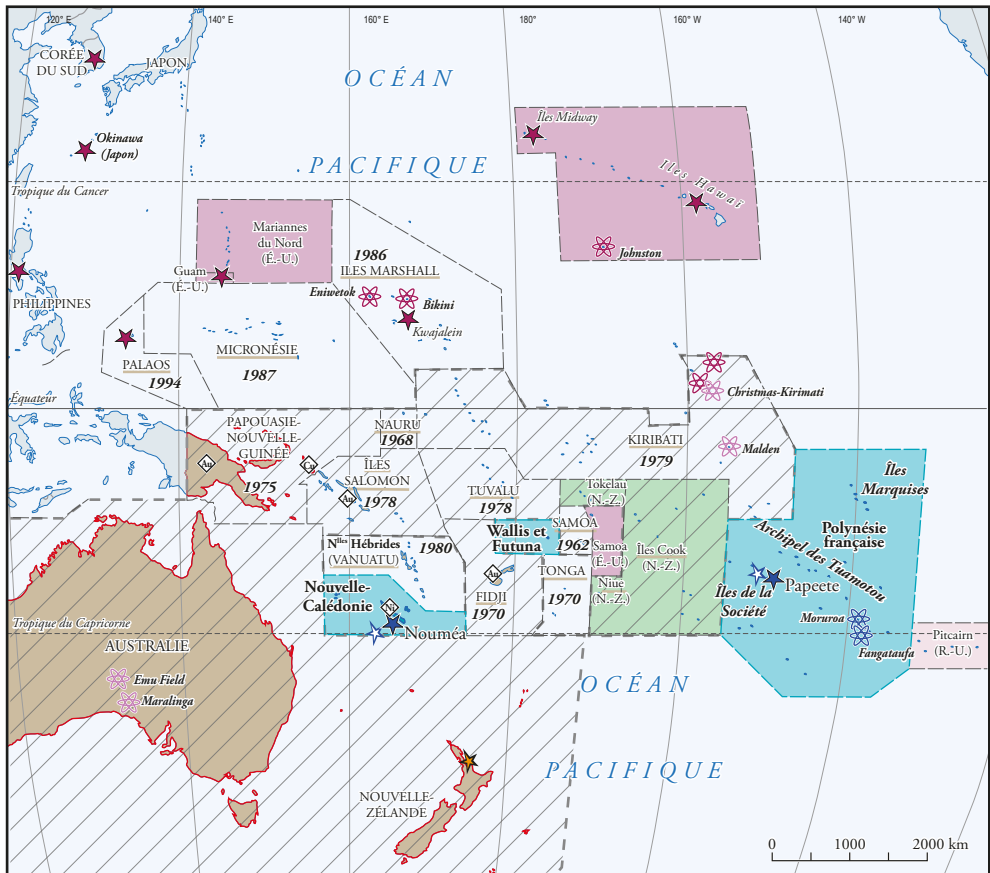
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole :
- ➔ flux Antilles vers métropole
- ➔ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
- ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
- ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
- ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
- TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
- Possessions françaises

Ressources minières

- ⬢ Cuivre
- ⬢ Nickel
- ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
 - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
 - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
 - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
 - Union française (1958) [5 AG F/145]
 - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
 - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
 - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
 - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
 - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
 - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
 - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
 - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
 - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
 - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
 - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
 - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
 - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
 - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
 [5 AG F/506-523]
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-
 1973) [5 AG F/524-527]
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-
 746]
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-
 1974) [5 AG F/842-878]
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-
 1037]
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligot (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général : mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISSETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1988.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnologie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/ London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique	9
Olivier Forcade	

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »?	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974)	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire?	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972)	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue »	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique.	369
Saliou Mbaye	
Cartes	373
Jacques Foccart en quelques dates	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie	393
Notices biographiques	407
Index	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation	421
Crédits photographiques	422
Table des matières	423

